



Zoom – L'Argentine dévoile la liste des candidats aux primaires du 13 août 2023

Après de nombreuses consultations au sein de la coalition gouvernementale rebaptisée Union pour la patrie « Union por la Patria », les péronistes, au pouvoir depuis 2019, ont choisi le ministre de l'Économie Sergio Massa comme candidat à la présidentielle. Pour l'accompagner à la vice-présidence, se trouve Agustín Rossi, ancien ministre de la Défense et actuel chef de cabinet des ministres, également considéré comme un proche du président Alberto Fernández. De leur côté, les proches de la vice-présidente Cristina Fernández de Kirchner, à savoir Eduardo Wado de Pedro et Maximo Kirchner, mèneront les listes de la coalition péroniste au Sénat et à la Chambre des députés. La publication de la liste des candidats ne lève pas entièrement les incertitudes sur un possible remaniement de l'équipe économique gouvernementale au cours des prochaines semaines. Selon la presse, Sergio Massa pourrait rester en fonction au moins jusqu'aux primaires prévues le 13 août, afin de poursuivre les négociations avec le FMI et la stabilisation de l'économie argentine. De manière générale, l'annonce de la candidature de Sergio Massa a été bien accueillie par les marchés, avec une hausse de la cotation des titres souverains libellés en devises, une baisse du risque-pays et un tassement du peso sur les marchés parallèles. En effet, Sergio Massa est considéré par la communauté d'affaires et les économistes comme relativement favorable au secteur privé. En outre, il entretient de bonnes relations avec la communauté internationale, notamment les États-Unis et les institutions internationales. La candidature de Sergio Massa pourrait ainsi éviter une interruption à court terme des négociations avec le FMI. En cas de victoire de Sergio Massa à la présidentielle, les économistes s'attendent par conséquent à ce que l'Argentine reste engagée avec le FMI. À court terme, le rythme des réformes et de la consolidation budgétaire pourrait toutefois ralentir en raison de la campagne électorale. Si pour les économistes la candidature de Sergio Massa réduit le risque de défaut sur la dette, elle augmente mécaniquement la nécessité de conduire une restructuration ambitieuse des engagements publics au cours des prochaines années. De plus, en attendant la normalisation des conditions climatiques et la dissipation des effets négatifs de la sécheresse sur les exportations agricoles, la reconstitution des réserves internationales pourrait également être plus lente. Dans ces conditions, les tensions inflationnistes et la volatilité sur les marchés des changes pourraient persister au cours des prochains mois, d'autant plus que l'incertitude politique restera élevée jusqu'à la fin du cycle électoral. En cas de défaite, les économistes estiment que Sergio Massa pourrait être un dirigeant de l'opposition constructif pour négocier des réformes. De l'autre côté du spectre politique, des primaires seront organisées au sein de la coalition des partis d'opposition Ensemble pour le changement « Juntos por el Cambio » pour désigner le candidat qui représentera la coalition à la présidentielle. L'actuel maire de la ville de Buenos Aires, Horacio Rodríguez Larreta, situé au centre-droit, sera en concurrence avec Patricia Bullrich, ex-ministre de la sécurité du président Mauricio Macri, située à droite de l'échiquier politique. Horacio Rodríguez Larreta aura comme colistier l'actuel gouverneur de Jujuy, Gerardo Morales, tandis que Patricia Bullrich sera accompagnée par le représentant de Mendoza, Luis Petri. De son côté, le parti La Liberté avance « Avanza Libertad » sera représenté par son fondateur, le libertarien Javier Milei, avec Victoria Villarruel comme colistièr. Alors que l'Argentine s'engage dans la campagne électorale, les sondages demeurent incertains quant aux possibles gagnants des primaires du 13 août et donc, a fortiori, sur le possible vainqueur de l'élection présidentielle du 22 octobre prochain.

LE
CHIFFRE À
RETENIR

13.08

Date des primaires

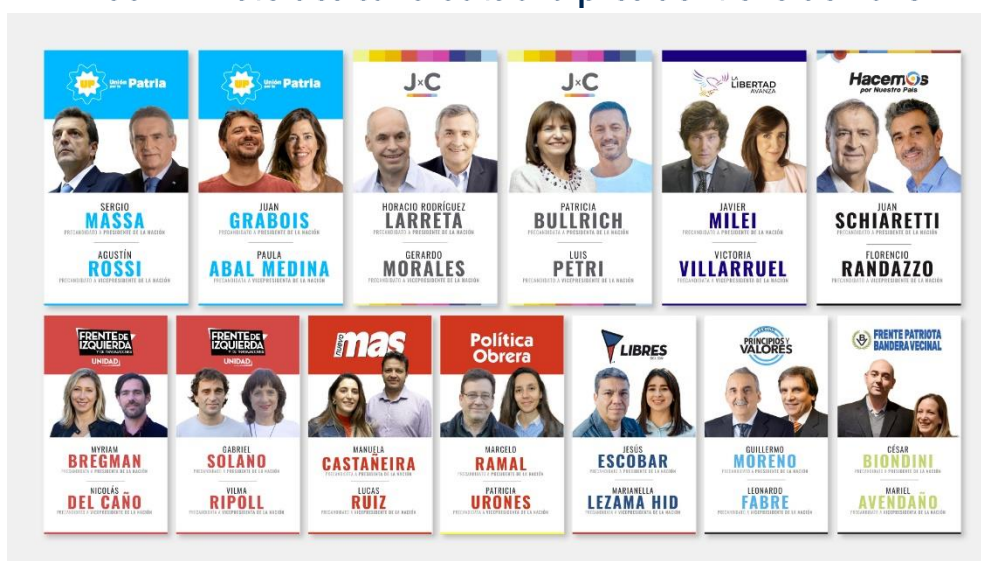
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2022	5,2%	2,4%	0,2%	4,9%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	9,8%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2022	-2,4%	1,1%	-3,0%	-3,4%
Dette publique (% du PIB)	2022	84,5%	38,0%	36,6%	88,9%
Solde courant (% du PIB)	2022	-0,7%	-9,0%	-5,2%	-2,5%
Dette extérieure (% du PIB)	2022	79,8%	76,4%	32,5%	85,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	126,4%	5,0%	5,0%	7,3%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	0,2%	-1,0%	4,5%	2,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	-2,7%	-0,5%	0,2%	1,7%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	2,0%	1,9%	3,5%	2,9%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	0,7%	1,9%	2,5%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2022	512	325,3	39,6	62,4
Population (millions)	2022	46,3	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Zoom – Liste des candidats à la présidentielle de 2023



Sources : Infobae

ARGENTINE

Le dynamisme de l'économie au 1^{er} trimestre, un succès en trompe-l'œil ?

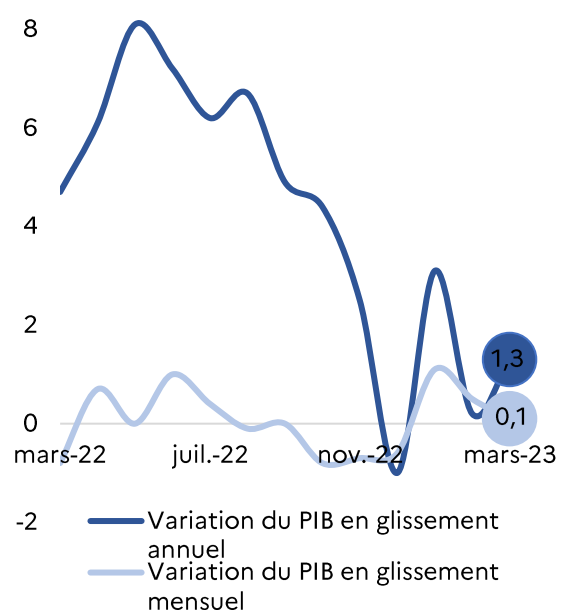
Au 1^{er} trimestre 2023, l'activité économique argentine est repartie à la hausse. Le PIB argentin a progressé de 0,7% en désaisonnalisé par rapport au 4^e trimestre de 2022, après une chute de 1,7% au trimestre précédent. Ce dynamisme s'explique par la hausse de la consommation privée (+2,1% après -1,5%), de la consommation publique (+2,7% après -0,3%) et par la timide reprise de l'investissement (+2,1% après -7,2%). Cependant, l'effondrement des exportations imputable à la sécheresse (-13,5%), associée à la hausse des importations (+7,6%), ont lourdement pesé sur la balance commerciale.

En glissement annuel, l'activité observe une tendance similaire, avec un PIB en croissance de 1,3% (après +1,9% au trimestre précédent). En effet, la consommation privée (+6,0% après +5,1%) s'accélère, tout comme la consommation publique (+1,6% après -2,1%). Cependant, la dégradation de la balance commerciale (exportations à -6,0% et importations à +2,9%), ainsi que l'investissement moribond (-0,6%) tempèrent le dynamisme de la demande interne. Côté offre, le secteur le plus dynamique a été l'activité minière (+11,9%), suivi par l'hôtellerie et la restauration (+8,5%), les services domestiques (+8,2%) et les énergies (+6,5%).

La dynamique de l'activité a des répercussions positives sur le marché du travail. Le taux d'activité est en progression à 48,3%, soit +0,7 point de pourcentage (ou

p.p.) en glissement trimestriel, tout comme le taux d'emploi à 45,0% (+0,4 p.p.). En revanche, cette augmentation se traduit, dans le contexte économique et social tendu, par une augmentation de l'emploi informel (36,7% des salariés, soit +1,2 p.p.).

Argentine – Variations du PIB mensuel (%)



Sources : Indec, SER Buenos Aires

Cette croissance de l'activité économique masque temporairement la forte dégradation tendancielle de la conjoncture économique. Ce dynamisme de l'économie s'explique par l'instabilité monétaire. Les agents économiques, dans le contexte d'inflation galopante, désépargnent et acquièrent des biens de capitaux pour placer leurs liquidités, ce qui stimule la demande interne. Le surplus d'activité ne bénéficie pas à la population qui observe une baisse de son niveau de vie. La rémunération du travail s'effondre, puisque la hausse moyenne des salaires prévue par les entreprises en 2023, à 103,7% selon l'agence Mercer, ne compense



pas l'inflation à 148,9% attendue par la Banque centrale dans sa dernière publication parue en mai. La baisse des revenus du travail implique une explosion de la pauvreté. Dans la ville de Buenos Aires, le taux de pauvreté s'établit à 21,8%, en hausse +1,5 p.p. en glissement annuel.

Pampa Energía rachète une parcelle stratégique à Total Austral à Vaca Muerta

L'entreprise argentine Pampa Energía a annoncé le 26 juin, le rachat des parts de Total Austral dans la parcelle de Rincón de Aranda, située dans la formation géologique de Vaca Muerta. Les entreprises partageaient jusque-là une licence d'exploitation des hydrocarbures conventionnels, à hauteur de 55% pour l'Argentine et 45% pour la filiale du Groupe énergétique français. En récupérant la participation de Total Austral, Pampa Energía devient l'unique propriétaire de la concession, ce qui lui permet d'augmenter à la fois ses réserves en hydrocarbures ainsi que sa production de brut. En échange, Total Austral rachète le parc éolien Mario Cebreiro à Bahía Blanca.

Les concessions de Vaca Muerta constituent un enjeu stratégique pour les deux entreprises de l'énergie. La zone, située dans la province de Neuquén, constitue la deuxième plus grande réserve mondiale de gaz non-conventionnel et la quatrième de pétrole. Découvertes en 2011, ces réserves sont actuellement estimées à 16 Md de barils de pétrole et 308 Td de pieds cubes de gaz. A cet égard, les deux entreprises y sont solidement implantées et développent leur capacité de production. Selon le ministère de l'Énergie, Pampa Energía aurait investi

250 MUSD et Total Austral 398 MUSD en 2022 en recherche et exploitation.

En effet, le développement de la production de Vaca Muerta est une opportunité pour l'économie argentine, mais comporte des risques. Les hausses de production d'hydrocarbures permettraient d'augmenter les exportations d'énergie (potentiellement 30 Md USD par an selon l'agence du pétrole argentin), réduisant ainsi la dépendance de l'économie aux exportations d'origines agricoles (61,3% du total depuis début 2023). Cependant, cette production pourrait contribuer à l'appauvrissement de la matrice énergétique, déjà dominée par les hydrocarbures (89,1% de la production en 2022). De plus, l'exploitation de la zone génère des risques environnementaux (pollution des sols, des eaux et de l'air, recours à la fracturation). A cet égard, les gouvernements s'est engagé, en conformité avec son agenda du développement durable pour 2030, à développer les énergies renouvelables. Selon le secrétariat à l'Énergie, elles devraient représenter 160 TWh à horizon 2030, soit 21% de la production totale d'énergie.

CHILI

La présidente de la commission européenne Ursula von der Leyen annonce de nouveaux accords sur l'hydrogène bas carbone lors de sa visite au Chili

Dans le cadre de sa tournée des pays latino-américains, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen s'est rendue au Chili le 14 juin. Elle a notamment été reçue par le président Gabriel Boric. La



visite de la présidente de la Commission a permis de signer deux accords de coopération pour le développement de l'hydrogène bas-carbone au Chili, ainsi que d'aborder les difficultés financières que traversent les entreprises européennes engagées dans le secteur électrique chilien. Par ailleurs, la presse a rapporté que l'accord de modernisation entre l'UE et le Chili, dont la promulgation est prévue pour la fin de l'année, a été au centre des discussions.

Le président chilien a signé avec Ursula von der Leyen deux lettres d'intention ouvrant droit à des financements européens pour le développement de l'hydrogène bas-carbone au Chili. Le premier accord a permis d'officialiser la création du programme Team Europe Initiative (TEI) on Green Hydrogen development in Chile, qui prévoit des actions de formation et d'assistance technique sur l'hydrogène bas-carbone au Chili, et compte pour 8 MEUR co-financés à parts égales par l'UE et l'allemand GIZ. Le second accord a créé le fonds Team Europe Renewable Hydrogen Fund in Chile qui comptera 16,5 MEUR de subventions provenant du fonds d'investissements européen EU LACIF, et 200 MEUR de prêts pour les projets d'hydrogène vert co-financés à parts égales par la Banque européenne d'investissement et l'allemand KfW. Le Fonds sera géré par la banque de développement chilienne Corfo et financera les entreprises du secteur et les nouveaux investisseurs. Par ailleurs, le Pacte vert européen et le programme RepowerEU de l'UE ont fixé comme objectif l'import de 10 Mt d'hydrogène bas-carbone par an dès 2030 pour accompagner sa transition énergétique. Or, le Chili est l'un des fournisseurs potentiels de cet hydrogène et plusieurs énergéticiens majeurs français (EDF, Engie, Total Eren) et italien (Enel) y sont

présents et développent des projets dans l'hydrogène bas-carbone. Ces entreprises sont les premières concernées par le développement des liens entre l'UE et le Chili, elles pourront bénéficier de ce soutien politique et espérer des facilités de financements supplémentaires pour accompagner leur développement.

En sus, le président Gabriel Boric et Ursula von der Leyen ont réaffirmé leur volonté d'établir un partenariat stratégique UE/Chili sur les matières premières et le lithium dans les prochains mois, qui mettrait en avant le développement de la chaîne de valeur du lithium au Chili ainsi que les questions sociales et environnementales.

Le Chili crée un service de la biodiversité et des aires protégées

Après 13 ans de gestation, la loi pour la nature portant sur la création du Service de la biodiversité et des aires protégées (SBAP), considérée par le gouvernement chilien comme l'initiative environnementale la plus importante de cette dernière décennie, a été adoptée par une large majorité des députés (131 voix pour, 2 contre). La création de ce nouveau service, dont l'objectif est la conservation, la restauration et la protection du patrimoine naturel, constitue une avancée considérable dans un pays où la moitié des écosystèmes et les deux tiers des espèces sont menacées malgré une importante superficie de zones protégées marines (42 %) et terrestres (22 %).

Cette loi répond au problème de dispersion institutionnelle des zones protégées, dont l'administration, jusqu'alors répartie entre cinq services publics, entraînait une gestion fragmentée et décousue. Le SBAP, conçu comme un service indépendant,



décentralisé et doté d'une personnalité juridique et d'actifs propres, prévoit la création d'un système national unique d'aires protégées (SNAP). À cette fin, un nouveau comité consultatif scientifique sera chargé d'accompagner le SBAP dans sa mission de coordination des différents acteurs sectoriels, avec une vision intégrée de tous leurs écosystèmes, en mettant l'accent sur la protection de la nature. Cette initiative se traduira par une augmentation de près de 58% du budget annuel alloué aux institutions environnementales.

Ce projet de loi a été approuvé après une controverse portant sur l'article relatif aux concessions économiques pour des projets tels que la salmoniculture, l'énergie ou l'exploitation minière dans les zones protégées. L'industrie du saumon, qui représente 5% de la richesse nationale et 30% de la production mondiale – faisant du Chili le deuxième plus grand producteur mondial – contestait la version initiale du texte qui établissait l'interdiction des concessions salmonicoles dans certaines catégories de zones protégées, et qui a finalement été rejeté au profit d'un régime moins contraignant. Avec l'entrée en vigueur de la loi, les concessions d'activités industrielles déjà établies dans les zones protégées continueront à être régies par leurs lois respectives. En revanche, c'est le législateur lui-même qui conditionnera l'octroi de nouveaux titres de concession pour le développement d'activités industrielles dans les zones protégées à l'existence préalable d'un plan de gestion de la zone et d'un avis favorable de la SBAP.

PARAGUAY

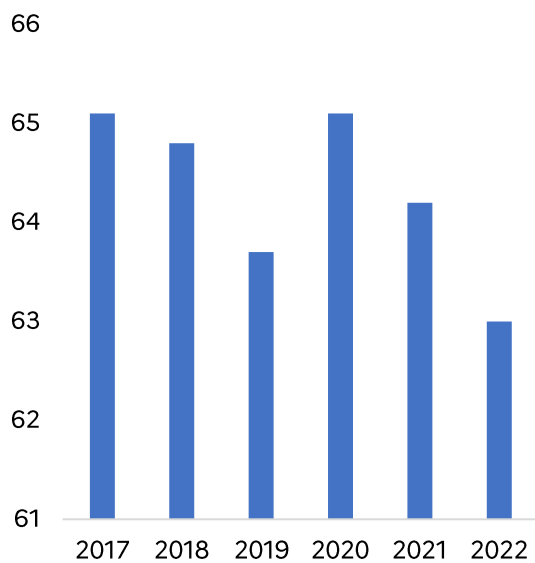
L'emploi informel est un enjeu majeur pour réduire la pauvreté

L'emploi informel, qui désigne l'emploi hors cotisation sociale ne donnant pas droit à la sécurité sociale, demeure à un niveau préoccupant (63,0% du total des emplois non-agricoles), malgré une légère baisse de -1,2 point de pourcentage (ou p.p.) par rapport à 2021. Le Paraguay compte ainsi l'une des proportions d'emplois informels les plus élevées d'Amérique latine (moyenne de 50,0%). L'emploi informel touche avant tout les indépendants (75,6%), les employés domestiques (97,6%), tandis que les salariés sont moins concernés par le phénomène, dans les secteurs privé (59,6%) comme public (38,3%). En général, plus la taille de l'entreprise augmente, plus la part de l'informalité diminue (16,2% des entreprises de plus de 500 employés contre 79,3% dans les entreprises ayant entre 2 et 5 employés).

L'emploi informel affecte avant tout le segment le plus précaire du marché du travail. En effet, la proportion de travailleurs informel diminue avec la rémunération, 75,0% des emplois avec un revenu inférieur au salaire minimum étant informels, contre 19,7% pour ceux compris entre 2,5 et 3 salaires minimum. En particulier, les populations des zones rurales, les plus affectées par la pauvreté (33,8% du total contre une moyenne nationale à 24,7%), sont également celles les plus concernées par l'informalité (77,3% des emplois ruraux contre 58,6% des emplois urbains). De plus, le profil-type du travailleur informel reflète les inégalités d'accès au marché du travail. En proportion, l'informalité touche davantage les travailleurs jeunes ou âgés (73,8% en

moyenne pour les plus de 65 ans, 95,4% pour les 15-19 ans, contre 52,4% pour les 40-44 ans) et les femmes (65,2% contre 61,3% pour les hommes).

Paraguay – Evolution de la part des emplois informels dans le total des emplois (%)



Sources : INE, SER Buenos Aires

Le poids de l'informalité s'inscrit dans l'enjeu plus large de l'économie informelle au Paraguay. Selon, l'agence PRO Desarrollo Paraguay, l'économie informelle représentait 16 Md USD en 2021, soit 46,8% du PIB, dont la moitié serait liée à la contrebande. Le travail informel, en plus des activités illicites qu'il peut recouvrir, constitue un frein important au développement. Il limite les marges de manœuvre budgétaire, diminue l'efficacité des politiques publiques en matière de droit du travail (salaire minimum, temps de travail), contribue à la fragilité institutionnelle et in fine maintient la population dans une trappe à pauvreté. Cependant, les gouvernements successifs prennent la mesure du problème. Le volet « emploi et sécurité sociale » du plan national du développement pour 2030 prévoit une généralisation de la sécurité

sociale et une régularisation de 90% de l'activité économique, ce qui permettrait d'augmenter les capacités de production du pays.

URUGUAY

Projet de modernisation du port de Montevideo pour accueillir des bateaux plus lourds

Ce mercredi 28 juin, le Groupe belge Katoen Nati a annoncé l'augmentation de 21,4% des redevances portuaires du Terminal Cuenca del Plata (TCP), justifiant cette hausse la faible rentabilité des installations portuaires aux prix actuels. Pour rappel, le Groupe belge détient une participation majoritaire de 80% dans TCP via sa filiale Nelsury, contre 20% pour l'Autorité nationale des ports. TCP exploite le terminal à conteneurs du port de Montevideo dans le cadre d'une concession attribuée en 2001 pour une durée de 30 ans. Actuellement, le terminal dispose d'un quai unique de 638 mètres avec une capacité estimée de manutention d'environ 1,1 million d'unités équivalentes vingt pieds (TEU).

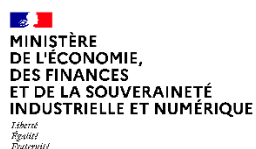
Les infrastructures portuaires revêtent une importance vitale pour l'Uruguay et le Paraguay en raison de leur localisation géographique respective. Le port de Montevideo constitue ainsi la principale voie de sortie des exportations agricoles uruguayennes, telles que la viande, les produits laitiers, les légumes frais et les fruits. Ces ventes représentent près de la moitié des livraisons de marchandises à l'étranger de l'Uruguay (environ 13,5 Md USD en 2022). En raison de sa localisation à l'embouchure des fleuves Paraná et Uruguay, le port de

Montevideo sert également de débouché aux exportations du Paraguay. De plus, le régime de zone franche positionne l'Uruguay comme une plateforme logistique centrale au sein du Mercosur. Dans ces conditions, le système de transport maritime et fluvial uruguayen revêt une importance stratégique pour le commerce extérieur de l'Uruguay, représentant environ les deux tiers des exportations et importations du pays.

Compte tenu de l'importance du terminal, cette décision a généré des mécontentements. Le président de l'Union des exportateurs uruguayens, Facundo Márquez, a dénoncé cette décision, tandis qu'une commission sénatoriale devrait prochainement questionner son bien-fondé. L'impact de cette hausse pourrait être déterminant à l'avenir, sachant la manne financière que représente TCP. En effet selon l'administration portuaire uruguayenne, le port de Montevideo, le seul actuellement capable d'accueillir des navires océaniques à pleine charge, pourrait connaître une forte croissance de son activité au cours des prochaines décennies. Alors que le volume de fret du port de Montevideo était de 978.000 TEU en 2021, après avoir atteint un pic de 939.000 TEU en 2017 et un creux de 765.000 TEU en 2020, l'Administration nationale des ports prévoit une croissance annuelle du volume de fret de Montevideo d'environ 3,0% pour atteindre 1,9 million de TEU à l'horizon 2050.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
LinkedIn :
Twitter :

simeon.morvan@dgtresor.gouv.fr
Service Économique Régional pour le Cône Sud
@Tresor_ConoSud